



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SAVOIE

Direction Départementale des Territoires
Service Environnement Eau Forêts

Arrêté Préfectoral DDT/SEEF n° 2013-1264

Autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l'article L 541-30-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la Savoie,
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le règlement du Parlement Européen et du Conseil n° 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts des déchets,

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 541-30-1, les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82,

VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes,

VU l'arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005,

VU la demande d'autorisation déposée le 25 septembre 2013 par la SAS MICHELLIER, propriétaire des terrains, pour exploiter une ISDI, au lieu-dit de "Côte de Veau" – commune du Bourget du Lac – 73370,

VU les attestations des propriétaires indivis suivants : M. Laurent Michellier, Mlle Véronique Michellier, M. Jean-François Michellier, M. Philippe Michellier, en date du 28 juillet 2013, autorisant, sur leurs parcelles l'exploitation de l'ISDI par la SAS MICHELLIER, objet du présent arrêté,

VU l'avis du maire de la commune de la Motte Servolex rendu le 30 octobre 2013,

VU l'avis du maire de la commune du Bourget du Lac rendu le 13 novembre 2013,

VU le courrier d'un administré de la commune de la Motte Servolex adressé le 12 novembre 2013,

VU l'avis de la communauté d'agglomération du Lac du Bourget rendu le 18 novembre 2013,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement n°2013-1174 du 20 novembre 2013

VU le courrier de réponse de la société Michellier, en date du 27 novembre 2013,

VU l'avis formulé par la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement le 12 novembre 2013,

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE

Article 1^{er} : La SAS MICHELLIER sise La Serraz - 73370 – Le Bourget du Lac, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, au lieu-dit «Côte de Veau» – commune du Bourget du Lac, dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes. La SAS MICHELLIER est propriétaire des parcelles G 257 - G 258 -G 268 -G 269 - G 270 - G 271 - G 272 - G 276 - G 277.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

Article 2 : La surface foncière affectée à l'installation est de 8 hectares 93 ares 70 centiares.

Cette surface est située sur les parcelles cadastrales suivantes :

| Commune | Lieu-dit | Parcelles | Surface affectée à l'installation (m ²) | Surface affectée au stockage de déchets (m ²) |
|-------------------|------------------|------------|---|---|
| Le Bourget du Lac | " Côte de Veau » | G 257 (pp) | 16550 | 9566 |
| | | G 258 | 2780 | 2780 |
| | | G 259 | 14950 | 14950 |
| | | G 260 | 1720 | 1720 |
| | | G261 | 7560 | 7560 |
| | | G 262 (pp) | 10050 | 10050 |

| | | | | |
|--|--------------------|------------|----------------------|----------------------|
| | | G 268 | 6425 | 6425 |
| | | G 269 | 765 | 765 |
| | | G 270 | 2750 | 2750 |
| | | G 271 | 3390 | 3390 |
| | | G 272 (pp) | 11740 | 11740 |
| | « Sous Fourneaux » | G 276 | 7750 | 7750 |
| | | G 277 | 2940 | 2940 |
| | TOTAL | | 89370 m ² | 70300 m ² |

Article 3 : À compter de la notification du présent arrêté, la durée prévisionnelle d'exploitation du site est de douze ans.

Article 4 : La capacité totale de stockage de déchets inertes autorisée est de : 500.000 m³

Article 5 : La quantité maximale annuelle de déchets inertes pouvant être admise sur le site est de : 50.000 m³.

Article 6 : L'exploitant doit adresser un rapport annuel au préfet précisant les types et quantités de déchets admis, les éventuels effets néfastes constatés et les mesures prises pour y remédier. A cette fin, l'exploitant adresse chaque année au préfet la déclaration prévue par l'arrêté du 7 novembre 2005 susvisé avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

Article 7 : Le bénéficiaire de la décision ou tout tiers ayant un intérêt à agir peut contester cette décision en saisissant le tribunal administratif compétent, d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification ou de la réalisation des formalités de publicité de la décision.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme du délai de deux mois valant rejet implicite).

Article 8 : Le présent arrêté est notifié à l'exploitant qui procède à son affichage sur site. Une copie du présent arrêté est affichée à la mairie du Bourget du Lac pour une durée de deux mois par les soins du maire.

Article 9 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental des territoires, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Savoie, M. le maire Le Bourget du Lac, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Chambéry, le

24 DEC. 2013

Le Préfet,



Eric JALON

ANNEXE I

Titre I^{er} - Dispositions générales

1.1.- Définitions

Pour l'application des dispositions du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

Déchets inertes : déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

Installation de stockage de déchets inertes : installation d'élimination de déchets inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre, y compris un site utilisé pour stocker temporairement des déchets inertes, à l'exclusion de ceux où les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent, ou entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif.

Installation interne de stockage : installation exploitée par un producteur de déchets pour ses propres déchets sur son site de production.

Installation collective de stockage : installation qui reçoit les déchets de plusieurs producteurs de déchets.

Exploitant : personne physique ou morale responsable de l'installation de stockage.

Eluat : solution obtenue lors de tests de lixiviation réalisés en laboratoire.

1.2. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

1.3. - Dangers ou nuisances non prévenues

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

1.4. - Accidents - Incidents

L'exploitant déclare au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature, par leurs conséquences directes ou leurs développements prévisibles, à porter atteinte aux intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Il transmet au préfet un rapport d'incident ou d'accident, dans un délai de 15 jours après l'incident ou l'accident. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets constatés ou possibles à long terme sur les intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

1.5. – Contrôles et analyse

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, le préfet peut demander la réalisation de contrôles spécifiques, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations et plus largement de mesures dans l'environnement.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme tiers choisi préalablement par l'exploitant à cet effet et soumis à l'approbation du préfet.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

1.6. – Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'autorité compétente en matière de police, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être, y compris en cas de sous-traitance.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

Titre II – Aménagement de l'installation

2.1. – Identification

À proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

2.2. – Accès à l'installation

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site de la manière suivante :

L'entrée est équipée d'un portail fermé à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel, notamment pour faciliter l'intervention des services de secours et d'incendie en cas de sinistre.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage formé aux risques générés par l'installation.

L'accès par les camions se fera en « sens unique », à l'aller par le chemin communal du Pont de la Charrière,

au retour par la piste de la carrière SCMS. Les véhicules ne devront pas transiter par le centre-bourg de la commune de la Motte-Servolex.

2.3. – Moyens de communication

L'établissement est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de lutte contre l'incendie.

2.4. – Trafic interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

2.5. – Conformité de l'exploitation

15 jours avant l'admission des premiers déchets dans l'installation, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement et lui adresse un dossier technique comprenant une analyse, par un organisme tiers, de sa conformité aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

Titre III – Conditions d'admission des déchets

3.1. – Déchets admissibles

Peuvent être admis dans l'installation les déchets inertes respectant les dispositions du présent titre, à savoir : matériaux, dont la liste figure à l'annexe II, provenant de chantiers du bâtiment et des travaux publics pris en charge par la société Michellier, qui seront susceptibles de se dérouler dans un rayon de 50 km.

3.2. – Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.3. – Déchets interdits

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

3.4. – Document préalable à l'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant / producteur des déchets doit réaliser un document préalable indiquant :

- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document :

- les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 3.5 ;
- les résultats du test de détection de goudron mentionné au point 3.6 ;
- les documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est de un an.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

3.5. – Procédure d'acceptation préalable

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe II du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient *a minima* une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe III ne peuvent pas être admis.

3.6. – Contrôle lors de l'admission des déchets

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du réalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.7. – Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés *a minima* :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- l'origine des déchets ;

- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

3.8. – Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, mentionné au point 3.8, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.

Titre IV – Règles d'exploitation du site

4.1. – Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation | Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés |
|---|--|---|
| 35 dB (A) < Bruit ambiant ≤ 45 dB (A) | 6 dB (A) | 4 dB (A) |
| Bruit ambiant > 45 dB (A) | 5 dB(A) | 3 dB (A) |

Les niveaux admissibles en limites de propriété ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage est interdit, sauf si

leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents ou d'accidents.

4.2. – Brûlage de déchets

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

4.3. – Propreté / entretien

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site.

L'entretien du chemin dit « du Pont de la Charrière », ainsi que ainsi que de l'ouvrage de franchissement du ruisseau des Combes sera assuré par la société Michellier durant la totalité de la durée d'exploitation de l'ISDI.

Les véhicules de transport de déchets ne devront pas transiter par le centre du bourg de la commune de La Motte Servolex.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, (entrée du site – éventuels émissaires de rejets), font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les nuisances pouvant résulter de l'installation, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

4.4. – Progression de l'exploitation

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Elle est également réalisée par zone peu étendue et en hauteur pour limiter en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries, mais aussi pour permettre un réaménagement progressif et coordonné du site. Les stocks de matériaux déversés seront régulièrement nivelés et compactés, chaque fois que le volume déposé sera de l'ordre 1000m³. Les interventions seront réalisées de manière régulière au cours de l'année d'exploitation. L'engin de chantier n'a pas vocation à rester stationné sur site.

Le compactage des matériaux s'effectuera par couches successives, garantissant la stabilité du site.

L'exploitation de l'ISDI restituera, in fine, une plateforme (alt.341 m) en continuité des prairies localisées à l'Ouest. La plateforme basse (alt. 295 m) sera maintenue en l'état. La restitution d'une plate-forme d'environ 21.000m², présentera une légère pente en direction de l'ouest, afin de faciliter la gestion des eaux pluviales. Le talus côté Est présentera un profil comportant 5 gradins, d'une hauteur unitaire de 5 mètres sur une pente maximale de 38°. La stabilité sera assurée par des risbermes d'une largeur de 3 mètres entre chaque gradin. Un délaissé de dix mètres par rapport au ruisseau existant côté Nord, devra être respecté conformément aux dispositions figurant au dossier.

La gestion des écoulements d'eau est assurée en permanence par un réseau de cunettes et de bassins de décantation périphériques au site. Ceux-ci sont régulièrement entretenus, de manière à garantir leur efficacité et notamment prévenir les entraînements de fine vers le ruisseau des Combes.

4.5. – Plan d'exploitation

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage et sera tenu de réaliser annuellement un levé topographique.

En fin d'exploitation, un levé topographique sera réalisé et fera foi du volume remblayé sur site.

4.6. – Déclaration annuelle

L'exploitant déclare chaque année les données ci-après :

– les quantités admises de déchets, en dissociant les quantités en provenance du département et celles d'autres provenances géographiques ;

– la capacité de stockage restante pour les déchets inertes au terme de l'année de référence.

L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'installation.

Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

La déclaration est effectuée, selon le modèle figurant en annexe IV du présent arrêté, et est adressée au préfet.

L'exploitant effectue cette déclaration, pour ce qui concerne les données d'une année, avant le 15 mars de l'année suivante.

V – Réaménagement du site après exploitation

5.1. – Couverture finale

Une couverture finale est mise en place (terre végétale sur 20 cm d'épaisseur, en vue d'un ré-engazonnement) à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage indiqué au point 4.4. Son modelé permet l'évacuation des eaux pluviales, conformément aux obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

La réhabilitation se fera au fur et à mesure de l'exploitation diminuant ainsi l'impact visuel.

L'exploitant tient à la disposition du préfet, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.

5.2. – Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation, notamment la « note technique complémentaire relative aux modalités de remise en état du site du 25/10/2013 ».

La remise en état des gradins se fera au fur et à mesure de l'exploitation, végétalisés par un mélange de graminées, adaptées aux sols secs (type pelouse mésoxérophile). Des aménagements complémentaires seront réalisés au droit des risbermes (plantations d'arbres et arbustes d'essences locales ; pierriers et zones d'éboulis ; ornières ou dépressions susceptibles de constituer des zones humides temporaires). Au niveau des deux plateformes, le sol sera préparé de manière à être semencé. La plateforme basse sera reconvertie en prairie semi-humide, à vocation naturelle.

Des aménagements spécifiques seront réalisés au droit de cette plateforme. Les bassins de décantations seront reconvertis en zones humides d'une superficie totale de 960 m² environ.

La profondeur des anciens bassins sera réduite, grâce à leur remblaiement partiel, afin d'atténuer les contours et de restituer des pentes plus douces.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.

La plateforme sommitale sera revégétalisée en prairie de fauche à vocation agricole, avec une zone humide de l'ordre de 420 m² aménagée en son point bas.

Annexe à l'AP n° 2013 - ~~1264~~ du ~~24 DEC. 2013~~

Pendant toute la durée d'exploitation, les secteurs ayant fait l'objet d'une remise en état complète feront l'objet d'une inspection en vue de s'assurer de la bonne reprise de la végétation et procéder, le cas échéant, à l'élimination des espèces envahissantes.

5.3. – Plan topographique

À la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site.

ANNEXE II

Liste des déchets admissibles dans l'Installation de stockage sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5

Matériaux de déblais issu de chantiers du bâtiment et des travaux publics, pris en charge par la société Michellier se trouvant dans un rayon de 50 kilomètres.

| CODE DECHET (*) | DESCRIPTION (*) | RESTRICTIONS |
|---|--|--|
| 17 01 01 | Déchets de matériaux à base de fibre de verre | Seulement en l'absence de liant organique |
| 17 01 02 | Béton | Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (*) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés |
| 17 01 03 | Tuiles et céramiques | Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (*) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés |
| 17 01 07 | Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses | Uniquement les déchets de construction et de démolition triés (*) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés |
| 17 02 02 | Verre | |
| 17 03 02 | Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron | |
| 17 05 04 | Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses | A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés |
| 19 12 05 | Verre | |
| 20 02 02 | Terres et pierres | Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe |
| (*) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement. | | |
| (*) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans les installations de stockage visées par le présent arrêté sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5. | | |

ANNEXE III

Critères à respecter pour l'admission de déchets inertes soumis à la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

(Les valeurs limites à respecter peuvent être éventuellement adaptées par l'arrêté préfectoral dans les conditions spécifiées à l'article 10 de l'arrêté du 28 octobre 2010)

| PARAMETRE | VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche |
|--|---|
| As | 0.5 |
| Ba | 20 |
| Cd | 0.04 |
| Cr total | 0.5 |
| Cu | 2 |
| Hg | 0.01 |
| Mo | 0.5 |
| Ni | 0.4 |
| Pb | 0.5 |
| Sb | 0.06 |
| Se | 0.1 |
| Zn | 4 |
| Chlorure (**) | 800 |
| Fluorure | 10 |
| Sulfate (***) | 1 000 (*) |
| Indice phénols | 1 |
| COT (carbone organique total) sur éluat (**) | 500 |
| FS (fraction soluble) (***) | 4 000 |

(*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les

valeurs suivantes : 1500 mg/l à un ratio L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(**) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(***) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE

VALEUR LIMITE A RESPECTER

| PARAMETRE | VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec |
|--|--|
| COT (carbone organique total) | 30 000 (**) |
| BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) | 6 |
| | 1 |

| | |
|---|-----|
| PCB (polychlorobiphényles 7 congénères) | 500 |
| Hydrocarbures (C10 à C40) HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques) | 50 |
| (**) Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0. | |

ANNEXE IV

Modèle de déclaration annuelle prévue au point 4.6

Déclaration annuelle

(selon les dispositions de l'article 25 de l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes)

| | |
|--|-------|
| Nom de l'exploitant | |
| Adresse du siège social | |
| Nom de l'installation | |
| Nom du propriétaire de l'installation | |
| Adresse du site de l'installation | |
| N° SIRET | |
| Code APE | |
| Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux déchets de déconstruction contenant de l'amiante (en tonnes) | NEANT |
| Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux autres déchets inertes (en tonnes) | |
| Année concernée par la déclaration | |

Annexe à l'AP n° 2013 - ~~1264~~ du 24 DEC. 2013

| | | | |
|--|--|--|--|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

⁰¹ la quantité admise, exprimée en tonnes, est celle mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume des chargements admis pendant la période de référence, en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets.

Date :

Nom et qualité :

Signature